

débat : même dans le contexte de l'accord de libre échange États-Unis-Australie, il a été impossible d'inclure le mouvement temporaire des gens d'affaires. De son côté, l'UE n'a pu élargir le Mode 4 aux nouveaux membres et elle est encore plus inquiète de l'intégration éventuelle de la Turquie. C'est pourquoi on a soutenu que si la libéralisation selon le Mode 4 n'avait pas pu se faire à l'intérieur de l'UE, elle n'aura pas lieu ailleurs (toutefois, on a également relevé que le Royaume-Uni avait pris une position différente des autres pays de l'UE au sujet du Mode 4).

Toutefois, le Mode 4 est important pour les pays en développement, comme le prouve le rôle que jouent les envois de fonds dans la balance des paiements de bon nombre de pays pauvres. Des mesures simples, comme l'amélioration de la transparence de la réglementation nationale, qu'on pourrait voir comme des reculs pour ce qui est des progrès réalisés sur le Mode 4, n'apportent, hélas, effectivement rien à ceux qui sont réellement demandeurs dans les services, comme l'Inde. On dit à ces économies : « Nous ne voulons ni de vos travailleurs ni de vos services transfrontières. »

Mais l'étiquette « développement » du Cycle de Doha a suscité des attentes auxquelles on doit répondre d'une façon ou d'une autre. On a évoqué la possibilité de passer d'un volet sur le Mode 4 pour rallier les pays en développement, mais les solutions de rechange, telles que l'élargissement des exclusions particulières en vertu de l'accord sur les ADPIC charrient leur lot de problèmes. D'aucuns ont demandé où était la preuve qu'il serait possible d'élargir les exclusions particulières découlant des obligations relatives aux ADPIC pour les pays du G-90. Les États-Unis font pression pour des ADPIC-plus dans ses accords bilatéraux, non pour des ADPIC-moins. À ce propos, on a noté que l'Asie du Sud avait signé un accord avec les États-Unis comme pré-ALE, mais les obstacles liés à la propriété intellectuelle ont ralenti le processus. Les contreparties n'étant pas faciles à mettre en œuvre, il est difficile d'obtenir des concessions des États-Unis sur l'ouverture des marchés.

Si, en chiffres absolus, la plupart des populations pauvres vivent dans les pays du G-20, le volet développement d'un ac-